

**FORMULAIRE D'ADHESION**  
**A compléter par les porteurs d'ORA**

Adressé à :

**EQUITIS GESTION**

92, avenue de Wagram

75017 Paris Agissant en qualité de Fiduciaire

A l'attention de Middle Office Fiducie

Le \_\_\_\_\_,

Mesdames, Messieurs,

Le 13 juin 2023, il a été conclu une convention de fiducie (la « **Convention de Fiducie** ») avec Equitis Gestion agissant en qualité de fiduciaire.

Les termes et expressions commençant par une majuscule employés dans le présent Formulaire d'Adhésion ont le sens qui leur est attribué dans la Convention de Fiducie.

Le(la) soussigné(e) [**noms**      **prénoms**      /      **dénomination**      **sociale**]  
\_\_\_\_\_ ,

Adhère expressément et irrévocablement à la Convention de Fiducie, accepte les termes et conditions de la Convention de Fiducie et accepte de devenir Partie à ladite Convention de Fiducie, en qualité de Constituant Bénéficiaire ;

En conséquence, accepte de bénéficier de tous les droits, et d'être lié(e) par toutes les obligations, attachés à ces qualités, tels que ces obligations et droits sont spécifiés dans la Convention de Fiducie ;

Transfère au Patrimoine Fiduciaire \_\_\_\_\_ ORA<sup>1</sup> d'une valeur par ORA de 92 euros correspondant au prix de souscription de chaque ORA ;

Déclare que les ORA qu'il transfère ce jour au Fiduciaire lui appartiennent en pleine propriété, qu'elles sont libres de tout droit, option ou autre sûreté ou privilège et ne font l'objet d'aucune procédure de saisie, séquestre ou autre mesure conservatoire ;

Déclare avoir effectué au préalable, toutes études et diligences quant aux implications de l'adhésion sur sa situation personnelle patrimoniale, comptable et fiscale, et reconnaît que la responsabilité de la société Neovacs ne pourra en aucune façon être engagée à cet égard ;

Joint :

- **Personnes morales :**

Merci de cocher les cases :

- Copie des statuts (ou document équivalent) « certifiée conforme » par le représentant dûment habilité du porteur d'ORA
- Extrait K-bis (ou document équivalent) de moins de 3 mois
- Dernier rapport annuel audité ou copie de la liasse fiscale
- Documents officiels listant les actionnaires avec leurs % de détention
- Documents officiels listant les dirigeants (ou équivalents)
- Liste des personnes habilitées à donner instruction, à engager le porteur d'ORA et pouvoirs associés (ou habilitations)

\_\_\_\_\_   
<sup>1</sup> Vise les ORA dont l'émission a été décidée le 5 juin 2023 par Neovacs, d'une valeur nominale de 100€.

Passeport/Carte d'identité/Titre de séjour du ou des signataires du porteur d'ORA et du ou des Bénéficiaires Effectifs du porteur (incluant nom et prénoms, numéro d'identification, signature, photographie, date et lieu de naissance, la date d'expiration du document, adresse, date et lieu de délivrance du document, et les nom et qualité de l'autorité qui a délivré la pièce d'identité).

Un formulaire d'auto-certification en Annexe A, incluant les informations nécessaires pour les besoins de FATCA, de la Norme Commune en matière de Déclaration et de diligence raisonnable (NCD – « CRS »), ainsi que la directive européenne en matière d'échange automatique d'informations en matière fiscale (DAC 2).

une copie de son relevé d'identité bancaire (RIB) certifiée conforme par le porteur d'ORA.

une copie de sa déclaration de bénéficiaires effectifs qu'il a soumise au greffe compétent.

**- Personnes physiques :**

Merci de cocher les cases :

Passeport/Carte d'identité/Titre de séjour du porteur d'ORA (*incluant nom et prénoms, numéro d'identification, signature, photographie, date et lieu de naissance, la date d'expiration du document, adresse, date et lieu de délivrance du document, et les nom et qualité de l'autorité qui a délivré la pièce d'identité*).

Justificatif de domicile du porteur d'ORA (par exemple : facture d'eau, d'électricité, de téléphone), datant de moins de 3 mois.

Un formulaire d'auto-certification en Annexe B<sub>1</sub>, incluant les informations nécessaires pour les besoins de FATCA, de la Norme Commune en matière de Déclaration et de diligence raisonnable (NCD – « CRS »), ainsi que la directive européenne en matière d'échange automatique d'informations en matière fiscale (DAC 2).

une copie de son relevé d'identité bancaire (RIB) certifiée conforme par le porteur d'ORA.

et déclare que ces documents sont exacts et à jour.

Les notifications au titre de la Convention de Fiducie devront nous être adressées aux coordonnées suivantes :

le Porteur d'ORA (Constituant Bénéficiaire) \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Adresse mail : \_\_\_\_\_  
Att.: \_\_\_\_\_  
Adresse du domicile \_\_\_\_\_

Ce Formulaire d'Adhésion est opposable à :

- toutes les Parties à la Convention de Fiducie,
- toute autre personne qui, après la date de la Convention de Fiducie, pourrait assumer des droits et des obligations en vertu de la Convention de Fiducie et y serait autorisée dans les conditions de celle-ci.

Conformément à la définition qui lui en est donnée à l'Article 1 de la Convention de Fiducie, le présent Formulaire d'Adhésion constitue un avenant à la Convention de Fiducie conclue le 13 juin 2023.

Le présent Formulaire d'Adhésion sera régi par et interprété selon le droit français.

Tout différend relatif à ce Formulaire d'Adhésion, y compris tout litige concernant l'existence, la validité ou la résiliation du Formulaire d'Adhésion, sera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Nanterre.

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
Représenté(e) par \_\_\_\_\_

**Annexe B – Formulaire CRS / FATCA Personne Physique (versions françaises et anglaise)**

## Formulaire d'auto-certification CRS / FATCA

(personne physique)

Nom de la Fiducie : **Fiducie Neovacs 2** (la « **Fiducie** »)

Nom du Fiduciaire de la Fiducie : **Equitis Gestion** (le « **Fiduciaire** »)

Nom et Prénom(s) du Constituant et / ou Bénéficiaire de la Fiducie :

\_\_\_\_\_ (le« **Constituant et / ou Bénéficiaire** »)

### Instructions pour compléter ce document

L'échange automatique de renseignements bancaires et financiers<sup>5</sup> impose aux institutions financières, dont le Fiduciaire, une transmission systématique de données relatives à leurs clients. Ces données, qui concernent notamment, les soldes de comptes, les revenus financiers et la résidence fiscale des clients, sont réunies par les institutions financières pourraient être transmises à leur administration fiscale de tutelle (en l'espèce, l'administration française), laquelle les retransmet le cas échéant à son tour à l'administration fiscale de chaque Etat dans lequel la personne physique est résidente à des fins fiscales.

Nous vous remercions donc de bien vouloir compléter l'auto-certification de résidence fiscale ci-dessous et de fournir toutes les informations complémentaires demandées.

Cette auto-certification de résidence fiscale doit être remplie par le Constituant et / ou Bénéficiaire de la Fiducie en tant que Titulaire personne physique du Compte Financier.

<b>Section 1</b> - Identification du Constituant et / ou Bénéficiaire (titulaire du compte financier)	Champs obligatoires
<b>Section 2</b> - Pays de résidence fiscale du Constituant et / ou Bénéficiaire (titulaire du compte financier)	Champs obligatoires
<b>Section 3</b> – Déclaration et Signature	Champs obligatoires

Nous vous remercions de bien vouloir noter que Vous ne devez pas utiliser ce formulaire si le Constituant et / ou Bénéficiaire est une **Entité (personne morale ou assimilée)**. Dans ce cas, veuillez utiliser et compléter le formulaire d'auto-certification pour les Entités (personnes morales ou assimilées).

<sup>5</sup> Ces obligations résultent de (i) la loi n° 2014-1098 du 29 septembre 2014 ratifiant l'Accord Intergouvernemental entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (« **FATCA** »), (ii) la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (« **DAC** »), et (iii) l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatif aux comptes financiers signé par la France le 29 octobre 2014 (« Common Reporting Standard » ou « **CRS** »).

**Section 1 - Identification du Constituant et / ou Bénéficiaire (titulaire du compte financier)**

<b>A. Nom</b>	
<b>B. Prénom</b>	
<b>C. Adresse de résidence</b>	
<i>Numéro et nom de la rue</i>	
<i>Code postal et ville</i>	
<i>Pays</i>	
<b>D. Nationalité / citoyenneté / résidence US ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>E. Date de naissance (jj/mm/aaaa)</b>	
<b>F. Pays de naissance</b>	
<b>D. Représentant légal (si applicable)</b>	
<i>Nom</i>	
<i>Prénom</i>	
<i>Date de naissance (jj/mm/aaaa)</i>	

**Section 2 - Pays de résidence fiscale du Constituant et / ou Bénéficiaire déclarant**

Veillez indiquer ci-dessous, le ou les pays de résidence fiscale du Constituant et / ou Bénéficiaire, en toutes lettres ainsi que le(s) Numéro(s) d'Identification Fiscale (NIF).

Pays de résidence fiscale (y compris US)	Numéro d'Identification Fiscale (NIF) <i>Pour les résidents fiscaux en France, il s'agit du n° SPI (disponible sur les avis d'imposition)</i>	En l'absence de NIF, veuillez indiquer le motif <i>(e.g. le pays n'émet pas de NIF ou la raison pour laquelle la personne physique n'en dispose pas)</i>
<b>1.</b>		
<b>2.</b>		
<b>3.</b>		

Si vous êtes **résident fiscal US**, outre la présente auto-certification **veuillez fournir un formulaire W9**.

### **Section 3 – Déclaration et Signature**

Nous reconnaissons que les informations concernant notre (nos) compte(s) financier(s) et celles contenues dans ce formulaire peuvent être transmises ou échangées avec les autorités fiscales compétentes.

Nous déclarons que toutes les affirmations faites dans ce formulaire sont exactes et complètes.

Nous prenons l'engagement de vous informer dans les 30 jours de tout changement de circonstances et de vous fournir une nouvelle auto-certification mise à jour si un ou plusieurs des élément(s) de la présente auto-certification deviendrait(en)t incorrect(s). Nous attestons que nous sommes titulaires du ou des compte(s) financier(s) ou sommes autorisés à signer pour le titulaire du compte financier pour lesquels ce formulaire est complété.

Signature:

Nom et prénom(s)	
Date	
Signature	

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à respecter les obligations relatives à l'échange automatique d'informations. Les destinataires des données sont les autorités fiscales compétentes. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à l'institution financière. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. En revanche, l'institution financière est tenue d'accomplir les obligations fiscales déclaratives mentionnées ci-dessus à l'égard de son administration fiscale.

## CRS / FATCA self-certification form

### (Individuals)

Name of the "Fiducie": **Fiducie Neovacs 2** (« **Fiducie** »)

Name of the "Fiducie" 's "fiduciaire": **Equitis Gestion** (« **Fiduciaire** »)

"Constituant" and "Bénéficiaire" 's name / legal name:

\_\_\_\_\_ (« **Constituant et / ou Bénéficiaire** »)

### Instructions for the completion of this form

The automatic exchange of banking and financial data<sup>6</sup> imposes upon financial institutions, including the "Fiduciaire", a systematic transmission of data related to their clients. This data, which notably concerns account balances, financial revenue and clients' permanent address for tax purposes, are collected by financial institutions and could be transmitted to their tax administration (in this case, the French administration), which may then re-transmit this data, if relevant, to each state's tax administration where the entity has an address for tax purposes.

We ask that you please fill in this tax-related auto-certification form, and provide all the complementary information requested hereunder.

This auto-certification form is to be filled in by the "Constituant" and/or by the "Bénéficiaire" of the "Fiducie" as the entity-account holder

<b>Section 1</b> - Identification of the "Constituant" and / or of the "Bénéficiaire" (entity-account holder)	Mandatory field
<b>Section 2</b> - Country/ jurisdiction of residence for tax purposes of the Constituant and / or Bénéficiaire (entity-account holder)	Mandatory field
<b>Section 3</b> – Declaration and signature	Mandatory field

Please note that you are not to fill in this form if the Constituant and/ or Bénéficiaire is an **Entity**. If it were the case, please fill in the self-certification form for entities.

<sup>6</sup> Those obligations derive from (i) the Act n° 2014-1098 dated September 29, 2014, ratifying the intergovernmental agreement between France and the United-States of America in order to improve the respect of the tax obligations at the international level and to implement the law relating to the respect of the tax obligations for foreign accounts ("**FATCA**"), (ii) the council directive 2014/107/UE of December 9, 2014, modifying the directive 2011/16/UE relating to the AEI for tax purposes ("**DAC**"), and (iii) the multilateral agreement between competent authorities for the AEI relating to financial accounts signed by France in the 29th of October in 2014 ("Common Reporting Standard" or "**CRS**").



**Section 1 - Identification of the Constituant and / or Bénéficiaire (Account Holder)**

<b>A. Surname</b>	
<b>B. First name(s)</b>	
<b>C. Current Residence Adresse</b>	
<i>Number and street name</i>	
<i>Postal code and city</i>	
<i>Country</i>	
<b>D. US Nationality / US Citizenship?</b>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
<b>E. Date of birth (dd/mm/yyyy)</b>	
<b>F. Country of birth</b>	
<b>G. Legal representative (if applicable)</b>	Name
	Surname
	Date of birth (dd/mm/yyyy)

**Section 2 – Country/jurisdiction of Residence of the reporting “Constituant” or “Bénéficiaire”**

Please state below, each country/jurisdiction where the account holder is a resident for tax purposes, written in full letters, and the Taxpayer Identification Number(s) (TIN).

<b>Country/ Jurisdiction of residence for tax purposes (including US)</b>	<b>Taxpayer Identification Number (TIN)</b> For French tax residents, SIREN number (computer ID registration no. for a company)	<b>If the TIN is unavailable, please provide the reason</b> (e.g. country/jurisdiction does not issue TINs or the reason why the entity has not a TIN)
1.		
2.		
3.		

If you have a permanent residence in the **US**, please provide along with this form a **W9 form**.

**Section 3 – Declaration and signature**

We acknowledge that the information regarding our Financial account(s) and information contained in this form may be reported or exchanged with the relevant tax authorities.

We certify that all statements made in this declaration are, to the best of my knowledge, correct and complete.

We undertake to advise you within 30 days of any change in circumstances and to provide you an updated self-certification of such change in circumstances.

We certify that we are the Account Holders or are authorized to sign for the Account Holder of all the account(s) to which this form relates.

**Signature:**

Name and First name(s)	
Date	
Signature	

The information which are indicated in this form, is subject to an IT processing in order to respect the AEI obligations. The recipients of the Data are the relevant tax authorities. Under the Act « Informatique et Libertés» dated January 6th, 1978, amended in 2004, you are entitled to access and to rectify your information, with a request to the financial institution. If you have legitimate reasons, you can also oppose this IT processing. However, the financial institution has to accomplish the tax return obligations as set out above.

## **Appendix – Definitions**

The definitions indicated below are relevant for FATCA and DAC (for CRS, please refer to the October 29th, 2014 agreement).

### **1. FATCA**

**Financial account:** The term “Financial Account” means an account maintained by a Financial Institution, and includes:

1. In the case of an Entity that is a Financial Institution solely because it is an Investment Entity, any equity or debt interest (other than interests that are regularly traded on an established securities market) in the Financial Institution;
2. In the case of a Financial Institution not described in subparagraph 1, any equity or debt interest in the Financial Institution (other than interests that are regularly traded on an established securities market), if (i) the value of the debt or equity interest is determined, directly or indirectly, primarily by reference to assets that give rise to U.S. Source Withholdable Payments, and (ii) the class of interests was established with a purpose of avoiding reporting in accordance with this Agreement; and
3. Any Cash Value Insurance Contract and any Annuity Contract issued or maintained by a Financial Institution, other than a noninvestment-linked, nontransferable immediate life annuity that is issued to an individual and monetizes a pension or disability benefit provided under an account, product, or arrangement identified as excluded from the definition of Financial Account in Annex II.

Notwithstanding the foregoing, the term “Financial Account” does not include any account, product, or arrangement identified as excluded from the definition of Financial Account in Annex II. For purposes of this Agreement, interests are “regularly traded” if there is a meaningful volume of trading with respect to the interests on an ongoing basis, and an “established securities market” means an exchange that is officially recognized and supervised by a governmental authority in which the market is located and that has a meaningful annual value of shares traded on the exchange. For purposes of this subparagraph 1(s), an interest in a Financial Institution is not “regularly traded” and shall be treated as a Financial Account if the holder of the interest (other than a Financial Institution acting as an intermediary) is registered on the books of such Financial Institution. The preceding sentence will not apply to interests first registered on the books of such Financial Institution prior to July 1, 2014, and with respect to interests first registered on the books of such Financial Institution on or after July 1, 2014, a Financial Institution is not required to apply the preceding sentence prior to January 1, 2016.

**Account Holder:** The term “Account Holder” means the person listed or identified as the holder of a Financial Account by the Financial Institution that maintains the account. A person, other than a Financial Institution, holding a Financial Account for the benefit or account of another person as agent, custodian, nominee, signatory, investment advisor, or intermediary, is not treated as holding the account for purposes of this Agreement, and such other person is treated as holding the account. For purposes of the immediately preceding sentence, the term “Financial Institution” does not include a Financial Institution organized or incorporated in a U.S. Territory. In the case of a Cash Value Insurance Contract or an Annuity Contract, the Account Holder is any person entitled to access the Cash Value or change the beneficiary of the contract. If no person can access the Cash Value or change the beneficiary, the Account Holder is any person named as the owner in the contract and any person with a vested entitlement to payment under the terms of the contract. Upon the maturity of a Cash Value Insurance Contract or an Annuity Contract, each person entitled to receive a payment under the contract is treated as an Account Holder.

## **2. DAC**

**Financial account:** The term “Financial Account” means an account maintained by a Financial Institution, and includes a Depository Account, a Custodial Account and :

1. In the case of an Investment Entity, any equity or debt interest in the Financial Institution. Notwithstanding the foregoing, the term “Financial Account” does not include any equity or debt interest in an Entity that is an Investment Entity solely because it (i) renders investment advice to, and acts on behalf of; or (ii) manages portfolios for, and acts on behalf of, a customer for the purpose of investing, managing, or administering Financial Assets deposited in the name of the customer with a Financial Institution other than such Entity;
2. In the case of a Financial Institution not described in subparagraph a), any equity or debt interest in the Financial Institution, if the class of interests was established with the purpose of avoiding reporting in accordance with the Section I of the DAC; and
3. Any Cash Value Insurance Contract and any Annuity Contract issued or maintained by a Financial Institution, other than a non-investment-linked, non-transferable immediate life annuity that is issued to an individual and monetises a pension or disability benefit provided under an account that is an Excluded Account. The term “Financial Account” does not include any account that is an Excluded Account.

**Account Holder:** The term “Account Holder” means the person listed or identified as the holder of a Financial Account by the Financial Institution that maintains the account. A person, other than a Financial Institution, holding a Financial Account for the benefit or account of another person as agent, custodian, nominee, signatory, investment advisor, or intermediary, is not treated as holding the account for purposes of this Directive, and such other person is treated as holding the account. In the case of a Cash Value Insurance Contract or an Annuity Contract, the Account Holder is any person entitled to access the Cash Value or change the beneficiary of the contract. If no person can access the Cash Value or change the beneficiary, the Account Holder is any person named as the owner in the contract and any person with a vested entitlement to payment under the terms of the contract. Upon the maturity of a Cash Value Insurance Contract or an Annuity Contract, each person entitled to receive a payment under the contract is treated as an Account Holder.

**Change in circumstances:** A “change in circumstances” includes any change that results in the addition of information relevant to a person's status or otherwise conflicts with such person's status. In addition, a change in circumstances includes any change or addition of information to the Account Holder's account (including the addition, substitution, or other change of an Account Holder) or any change or addition of information to any account associated with such account if such change or addition of information affects the status of the Account Holder.